Ça s’aggrave ! Sur le terrain, avec les baisses des subventions, des aides en fonction des orientations et actions de l’association, les contrats précaires et les CDD se renforcent. On voit de plus ne plus de stagiaires non rémunéré·es, de jeunes scolarisé·es en stages et qui seront de plus en plus souvent présent·es avec l’allongement de la durée des stages voulu par Macron, les SNU à venir. Dans nombre de départements, on voit de plus en plus d’annonces de services civiques et non des salarié·es. On assiste à un détournement des règles pour les diplômes comme le CEE. Face à la pénurie d’adultes, il n’y plus de respect des normes Jeunesse et sports. Faudra-t-il un accident comme dans les crèches ou comme des enfants oublié·es dans les accueils ?

Allons-nous assister comme dans les crèches, à moins de diplômes, et un personnel remplacé ou complété par les personnes en RSA ayant l’obligation de faire des heures ?
Nous voulons l’arrêt immédiat de la procédure de déploiement du SNU, l’arrêt de toute politique de jeunesse à l’éducation nationale se fondant sur un régime obligatoire et militaire ! Nous ne voulons pas que les jeunes qui ont 82 h de bénévolat à faire, viennent prendre la place de salarié·es ! […]

Lire la suite et télécharger le tract **ICI**

CNT-SO Animation et Éducation populaire